



Symposium PSDR4

Transitions pour le développement des territoires

Connaissances et pratiques innovantes pour des modèles agricoles, alimentaires et forestiers résilients

Angers, 28-30 Octobre 2020

Proposition de communication

Gestion des plantes aquatiques invasives et innovations territoriales. L'exemple des lacs Aquitains

Jeoffrey Dehez

Coordonnées précises de l'auteur :

Jeoffrey DEHEZ

Chargé de Recherches

Unité Environnement, Territoires et Infrastructures, INRAE Bordeaux Nouvelle Aquitaine

50 Avenue de Verdun, 33612 Gazinet Cestas

Tel : +33.5.57.89.08.44

Mel : jeoffrey.dehez@inrae.fr

Référence à la région et au Projet PSDR :

Projet Aquavit (Quand les plantes aquatiques invasives transcendent les frontières des lacs Aquitains), PSDR Nouvelle Aquitaine

Référence à la thématique visée :

Développement territorial et stratégies d'attractivité des territoires

Résumé

Objectif de la communication :

Cette communication vise à étudier l'évolution des modalités de gestion des grands lacs aquitains, confrontés à des enjeux environnementaux liés à la colonisation par les plantes aquatiques invasives. Les plantes aquatiques invasives ont, en effet, tendance à occuper une place de plus en plus importante au sein des écosystèmes et entravent, par la même occasion, de multiples activités humaines, notamment les activités de loisirs (lesquelles ne sont pas, non plus, totalement étrangères aux déplacements des plantes). En Nouvelle Aquitaine, ces plantes font l'objet d'une attention particulière de la part des gestionnaires, élus et scientifiques locaux, depuis maintenant plus de trente ans. Pour autant, les principales avancées ont été obtenues sur le plan des techniques et de la cartographie (Bertrin, Ribaud *et al.* 2014), et les attentes actuelles portent au moins autant sur des questions organisationnelles (Menozzi et Dutartre 2007). En particulier, l'implication des utilisateurs finaux (habitants, pratiquants d'activités de loisirs, ...), suppose d'être en capacité d'imaginer des modes de coordination jusqu'ici inédits (Novoa, Shackleton *et al.* 2018).

Méthode :

Pour aborder cette question, nous proposons de nous écarter des approches économiques standards (Marbua, Gren *et al.* 2014) et d'envisager la gestion des plantes invasives sous l'angle de la fourniture d'un service (Dehez 2019). Nous référant notamment au cadre proposé par Gallouj et Weinstein (1997), nous montrons comment la gestion des plantes peut être lue comme un service « intermédiaire » (*output*), produisant un service final (*outcome*). Outre d'élargir considérablement la palette des organisations, une telle représentation permet de traiter l'implication des usagers sous la forme d'une innovation, à caractère relationnel. Nous complétons ce cadre en posant deux hypothèses supplémentaires : que ces innovations ont un caractère institutionnel (Weiss, Martin *et al.* 2007) et territorial (Delaplace 2017)

Notre application s'appuie sur un matériau empirique collecté dans les divers volets du projet AquaVIT : des études de cas sur les organisations de gestion (N=37, dont 20 avec une implication des usagers), des entretiens semi-directifs auprès des gestionnaires (N=28), une enquête quantitative auprès des utilisateurs finaux (N=320), matériau auquel s'ajoutent les informations sur les dynamiques écologiques obtenues dans le volet bio-géochimique du projet.

Résultats :

En premier lieu, nous confirmons la dimension institutionnelle de l'innovation, non sans déceler, au passage, un certain paradoxe. En France, la gestion des plantes aquatiques invasives souffre en effet d'un réel déficit de cadrage politique et réglementaire (certaines plantes, pourtant présentes dans les listes « officielles » d'espèces exotiques envahissantes – EEE-, demeurent en vente libre dans les magasins d'aquariophilie). Cette situation a notamment eu pour conséquence de favoriser le développement de stratégies régionales, mais, aussi, d'inciter les gestionnaires à se tourner vers d'autres références institutionnelles, relatives aux biens supports (lac, rivière, zones humide, port...). Plus encore, les entretiens auprès des acteurs impliqués dans la gestion (au sein du VR2) ont révélé l'existence de catégories « fluides » à propos de ces invasives (Le Floch et Ginelli 2020), autrement dit de représentations et d'attitudes, qui reconnaissent expressément une capacité d'action aux plantes, ainsi que le poids de l'incertitude. En prenant le pas sur les définitions scientifiques expertes, ces

nouveaux repères institutionnels (tacites) créent des espaces où peuvent se développer des formes nouvelles de gestion, au sein desquelles l'objectif générique de l'éradication est remplacé par celui, plus modeste, du « vivre avec ». Ce dernier ne peut se concevoir autrement qu'en relation avec les contingences locales.

Dès lors, si l'étude de l'influence des contextes morfo sédimentaires locaux (VR 4 du projet) appelait déjà une intervention spatialisée, c'est bien la référence aux usages et aux usagers qui façonne véritablement la dimension territoriale de la gestion et de l'innovation. Les usagers (impliqués ou non), fréquentent rarement plusieurs sites, et la fréquentation est très souvent une pratique de proximité (Dehez 2020). Sans nécessairement traduire un sentiment d'attachement, nous montrons comment la proximité géographique (et les pratiques que celles-ci permet) favorise la constitution d'un savoir empirique local et de représentations spécifiques, et comment elle joue sur la propension à s'investir (réellement ou potentiellement) dans la lutte contre les invasives (Dehez 2020). En revanche, ces ressources semblent difficilement mobilisables au-delà de l'échelon infra local, des conflits entre utilisateurs surgissent très rapidement. Seuls les gestionnaires se révèlent en capacité de tisser des relations entre les diverses initiatives, grâce à leurs réseaux sociotechniques. Mais même dans ces conditions, nous montrons comment ces acteurs n'hésitent pas à sortir de leur zones de compétences et de responsabilités initiales, pour imaginer des montages inédits (autrement dit, des innovations de type architecturale).

Enfin, la majeure partie de ces innovations restent de type incrémental, en joutant les compétences relationnelles ou opérationnelles, et non expertes, des usagers. Ceci nous amène à dire que sommes encore loin d'une situation de co-production, au sens de Filipe et al. (2017) tout au plus « d'ouverture », voire « d'engagement ». Les gestionnaires reconnaissent la qualité de ces compétences, qu'ils n'hésitent pas à affecter à des opérations spécifiques. Après, reste que certains acteurs (en particulier les entreprises du secteur des sports de nature) sont totalement absentes des observations. De plus, les intentions déclarées par les enquêtés en matière d'engagement se retrouvent peu dans la réalité (où les appels à bénévoles sont souvent des échecs). Les perspectives ouvertes par ces premières innovations, pionnières, méritent largement donc d'être soutenues.

Retombées :

Les résultats du travail présenté dans cette communication (ou des autres volets du projet AquaVIT auxquels il se réfère), ont fait l'objet de nombreuses restitutions auprès des acteurs (Dehez J.(coord), Rosberry J.(coord) *et al.* 2020).

Entre autres, nous apporterons un éclairage nouveau vis-à-vis de « l'étude de définition et de faisabilité d'une gestion des plans d'eau à l'échelle du territoire des lacs de la façade Atlantique » initiée par l'Agence de l'Eau Adour Garonne, en 2018. Dans ce contexte, notre travail souligne le caractère nécessairement endogène des territoires de gestion. Le passage à une échelle supra, qu'on peut effectivement envisager compte tenu des relations écologique et hydrologiques dans le milieu, passera par l'activation de leviers bien précis (comme c'est le cas dans les innovations de type architectural précédentes). Nous avons également accompagné à la mise en place progressive de plusieurs innovations locales. A Lacanau par exemple, nous avons été invités dès les premières réunions publiques qui ont conduit à l'intervention, à caractère collectif, couvrant plusieurs sites, et pour partie à l'initiative des usagers (cas rare à ce jour). A Aureilhan, notre enquête de fréquentation a permis de relancer le projet de valorisation du lac, sélectionné dans le cadre du schéma « d'Aménagement des Stations Durables » du GIP Littoral Aquitain.

Bibliographie :

- Bertrin V., Ribaud C., Boutry S., Jan G., Moreira S., Dutartre A. (2014), "Recherches appliquées à la gestion: les macrophytes exotiques envahissantes des lacs et étangs du littoral aquitain", in *Forum COTE 2014 - Vivre avec les invasions biologiques ? 19 septembre 2014*, Bordeaux.
- Dehez J. (2020), *Etude de fréquentation sur le lac d'Aureilhan (Landes) - Partie I: Les pratiques et les attentes*, INRAe, Bordeaux.
- Dehez J. (2019), *L'économie des loisirs de nature ou la co-production d'un service récréatif*, Mémoire pour l'obtention de l'habilitation à diriger les recherches (HDR) en économie soutenue publiquement le 13 mai 2019, Université de Bordeaux.
- Dehez J.(coord), Rosberry J.(coord), Anschutz P., Bertrin V., Ginelli L., Le Floch S., Ribaud C. (2020), *AquaVIT - Quand les plantes aquatiques invasives transcendent les frontières des lacs Aquitains*, Rapport final pour le programme PSDR4, INRAE Bordeaux Nouvelle Aquitaine, Bordeaux.
- Delaplace M. (2017), "Grande vitesse ferroviaire et développement local dans des contextes institutionnels différents : pour une spatialisation des analyses de l'innovation des services ", *ISTE OpenScience*, publié le 11 mai 2017, . DOI : 10.21494/ISTE.OP.2017.0143
- Filipe A., Renedo A., Martson C. (2017), "The co-production of what ? Knowledge, values, and social relations in health care", *PLos Biol*, 15(5): e2001403.
<https://doi.org/10.1371/journal.pbio.2001403>).
- Gallouj F., Weinstein O. (1997), "Innovation in services", *Research Policy*, 26(4-5), p.537-556.
- Le Floch S., Ginelli L. (2020), "The victorious battles of the lost war against aquatic invasive plants. 'Fluid' categories and multiple forms of management.", *Transactions of the Institute of British Geographers*, submitted.
- Marbuah G., Gren I. M., McKie B. (2014), "Economics of Harmful Invasive Species: A Review", *Diversity*, 2014(6), p.500-523.
- Menozzi M. J., Dutartre A. (2007), "Gestion des plantes envahissantes: limites techniques et innovation socio-techniques appliquées au cas de la Jussie", *Ingénieries - EAT*, 49, p.49-63.
- Novoa A., Shackleton R. T., Cavanan S., Cybèle C., Davies S. J., Dehnen-Schmutz K., Fried J., Gaertner M., Geerts S., Griffiths C. L., Kaplan H., Kumschick S., Le Maitre D. C., Measey J., Nunes A. L., Richardson D. M., Robinson T. M., Touza J., Wilson J. R. U. (2018), "A framework for engaging stakeholders on the management of alien species", *Journal of Environmental Management*, 2018(205), p.289-297.
- Weiss G., Martin S., Matilainen A., Venesseland B., Nastase C., Nybakk E., Bouriaud L. (2007), "Innovation Processes in Forest-related Recreation Services: The Role of Public and Private Resources in Different Institutional Background", *Small-scale Forestry*, 6, p.423-442.